

Ouverture de la session budgétaire 2017 à l'Assemblée nationale...

Le gouvernement appelé à "faire mieux avec moins"

SM

Libreville/Gabon

C'est une orientation du président de l'Assemblée nationale, hier, à l'endroit du Premier ministre Emmanuel Issoze Ngondet et son équipe, à l'ouverture de la deuxième session ordinaire des députés. Outre l'examen du projet de loi de Finances 2018, les travaux de cette session seront également consacrés à l'analyse des résolutions du Dialogue politique.



Photo : BANDOMA

Le Bureau de l'Assemblée nationale, hier.



Photo : BANDOMA

Les membres du gouvernement présents à l'ouverture de la session budgétaire de l'Assemblée nationale.

LE président de l'Assemblée nationale, Richard-Auguste Onouvié a ouvert, hier, les travaux de la seconde session ordinaire des députés. Une session dite budgétaire parce que essentiellement consacrée à l'examen des lois de Finances. Cette fois, il s'agit du projet du budget 2018. Cela conformément aux dispositions de l'article 48 de la Loi fondamentale.

La cérémonie y relative s'est déroulée au palais Léon Mba, siège de la Chambre des députés, en présence de plusieurs invités dont le Premier minis-

tre, Emmanuel Issoze Ngondet, le président du Sénat, Lucie Milebou Aubusson Mboussou, les présidents des institutions constitutionnelles, les représentants du Corps diplomatique, etc. Ces retrouvailles ont permis au président de l'Assemblée nationale, unique orateur du jour, de s'adresser directement au chef du gouvernement, s'agissant des défis auxquels sera confrontée la nouvelle équipe conduite par Issoze Ngondet, dans le respect des prescriptions du Plan de relance de l'économie (PRE). M.

Onouvié a clairement laissé entendre, au nom de ses collègues, que le gouvernement devra mieux servir les intérêts collectifs en dépensant moins d'argent public. «Faire mieux avec moins», a-t-il dit. Le député de la commune de Lambarené entend par là, la mise en place, par l'Exécutif, d'un cycle vertueux de réformes volontaristes destinées à assainir la gestion de nos deniers publics et en dégageant des marges financières.

Ainsi, a-t-il déclaré, «faire mieux avec moins, c'est établir une gradation raison-

née de nos priorités en privilégiant les investissements vecteurs de croissance». Avant de soutenir également: «faire mieux avec moins c'est également soigner, éduquer et former solidement les jeunes gabonaises et gabonais afin de leur donner des chances égales de réussite et de permettre à notre pays de disposer des ressources humaines le mettant en mesure de faire face aux exigences du monde concurrentiel induit par la globalisation des échanges».

Poursuivant son propos, Richard-August Onouvié a

estimé qu'il y a nécessité pour le gouvernement d'assurer un pilotage rationnel des dépenses publiques et juguler leur inflation de façon à garder sauvées les capacités d'actions de l'État qui, «même dans l'hypothèse d'un ralentissement de la croissance, doit pouvoir garantir le fonctionnement normal de ses services publics».

Aussi, pour les députés, le gouvernement devrait-il parvenir à identifier les meilleures pistes permettant, à moindre coût, de construire des routes, des écoles, des hôpitaux tout

en préservant notre environnement.

Autant de suggestions des élus nationaux qui, au regard du dernier débat d'orientation budgétaire, leur apparaît réalisables, comme l'a fait savoir le président de cette Chambre du Parlement.

Il faut dire que cet appel de Richard-Auguste Onouvié reste conforme à la donne actuelle visant la réduction du train de vie de l'État, tout en accélérant le développement économique de notre pays de manière «rationnelle, socialement juste et politiquement responsable».

... et au Sénat

L'Exécutif invité à agir

Juste Kombile Moussavou

Libreville/Gabon

Au terme de trois mois de vacances, les sénateurs ont repris, hier, le chemin de leur hémicycle. Occasion pour la présidente du Sénat d'indiquer la disponibilité des membres de son institution à accompagner la nouvelle équipe gouvernementale dans la mise en œuvre des Actes du Dialogue politique. Non sans attirer l'attention de l'Exécutif quant aux mauvaises conditions de travail actuelles de cette chambre du Parlement.



Photo : Gaston NGOUBILI

La présidente du Sénat (c)... Photo de droite : ... ainsi que les sénateurs, lors de l'exécution de l'hymne national à l'ouverture de la 2e session ordinaire du Sénat.



Photo : Gaston NGOUBILI

EN ouvrant les travaux de la seconde session ordinaire du Parlement, hier, en début d'après-midi, au palais du Sénat, en présence du Premier ministre, Emmanuel Issoze Ngondet, la présidente de cette institution, Lucie Milebou Aubusson Mboussou, a laissé entendre que «la mise en œuvre des Actes du Dialogue politique dépendra de la diligence avec laquelle le gouvernement transmettra au Sénat les dossiers y relatifs».

Autant dire que la pression est clairement du côté de la nouvelle équipe gouvernementale, tant elle devra faire montre de célérité

afin que les sénateurs traduisent en textes législatifs les résolutions adoptées de manière consensuelle par les représentants de l'opposition et de la majorité républicaine et sociale pour l'émergence, en mai dernier, à Angondjé. Il est d'autant plus nécessaire d'agir vite que ces textes, au regard des dispositions légales en vigueur, doivent être adoptés en termes identiques par les deux Chambres du Parlement. Et que certaines résolutions issues des assises d'Angondjé devraient régir le prochain scrutin législatif censé se tenir, au plus tard, en avril prochain. Dans tous les cas, Mme Milebou Aubusson Mboussou

a indiqué la disponibilité et la collaboration de l'institution qu'elle dirige à honorer à ses missions. «Le Sénat ne peut se dérober. Il devra apporter inéluctablement sa part démocratiquement légitime à l'ambition collective de notre pays», a-t-elle précisé. Et d'ajouter : «Nous continuerons ensemble à accomplir jusqu'au bout, gouvernement et Parlement, dans la convivialité, la rigueur et le respect de chacun, les missions qui sont les nôtres et qui doivent aboutir à un meilleur vivre-ensemble».

Dans cette optique, la présidente du Sénat a laissé entendre que la nouvelle équipe gouvernementale, émanation du Dialogue po-

litique, se «doit de répondre aux grands enjeux du moment, qui sont principalement d'ordre économique, social et politique».

De fait, a-t-elle précisé, au regard de la gravité de la crise financière actuelle, «notre pays se doit de mobiliser les capacités de ses institutions, pour construire une réponse appropriée et adaptée».

En ce sens, a-t-elle poursuivi, «il semble pertinent d'exiger une gouvernance économique d'excellence, pour réussir le Plan de relance économique qui a obtenu le soutien du Fonds monétaire international (FMI) (...) Une place appréciable devrait être réservée au remboursement de la

dette intérieure, afin d'éviter la faillite de nos entreprises, avec sa cohorte de conséquences préjudiciables dont la principale est le chômage».

S'agissant du volet social, elle a indiqué que la «préservation des acquis sociaux est un défi majeur pour le gouvernement et un indispensable levier pour la promotion de la cohésion sociale».

Sur un tout autre plan, Mme Milebou Aubusson Mboussou n'a pas manqué d'interpeller le chef du gouvernement au sujet des mauvaises conditions de travail actuelles de son institution. «M. Le Premier ministre, a-t-elle dit, le Parlement et le gouverne-

ment sont liés par une communauté de destin ; aussi me permettez-vous d'utiliser une pointe d'humour en disant que lorsque le Parlement prend froid, le gouvernement s'enrhume».

Et la présidente de Sénat de poursuivre : «En ce moment, à la recherche d'un environnement propice dans toutes ses composantes pour la quiétude de nos futurs travaux, mes collègues et moi, commençons par ressentir le froid d'un profond malaise. Mais nous restons confiants et persuadés que vous donnerez des instructions nécessaires à votre gouvernement pour que la sérénité et l'harmonie règnent parmi les sénateurs».